

**JUGEMENT**  
**N° 172/020/CACPC/TCC**  
**du 04 NOVEMBRE 2020**  
-----

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**RÔLE GENERAL**  
**BJ/TCC/2020/0688**

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE LA CONCILIATION ET DES**  
**PETITES CREANCES**

Mutuelle de Services  
Financiers pour la  
Prospérité (MSFP)

C/

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **Eric ASSOGBA et Chimène ADJALLA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : 12 août 2020

Jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en dernier ressort,  
prononcé le 04 novembre 2020.

**LES PARTIES EN CAUSE**

- CHODATON S. Lucresse
- ABOTCHI ESSI EFALI
- KPANOU Mélivi

**DEMANDERESSE** :

**Mutuelle de Services Financiers pour la Prospérité (MSFP)**, dont le  
siège social est sis à Godomey N'Gheho, prise en la personne de son  
Directeur Monsieur Tiburce O. B. DANDJINOU de nationalité béninoise,  
demeurant et domicilié ès-qualité audit siège ;

**D'UNE PART**

**OBJET** : Paiement

**DEFENDERESSES** :

- **CHODATON S. Lucrèce**, Restauratrice de nationalité béninoise,  
demeurant et domiciliée à Agla Maison VIERA, Commune de Cotonou;
- **ABOTCHI ESSI EFALI**, Revendeuse, de nationalité béninoise, demeurant  
et domiciliée à Agla, Commune de Cotonou ;
- **KPANOU Mélivi**, Restauratrice, de nationalité béninoise, demeurant et  
domiciliée à Agla, Commune de Cotonou ;

**D'AUTRE PART**

## **LE TRIBUNAL**

Dans le cadre de ses relations d'affaires, la Mutuelle de Services Financiers pour la Prospérité (MFSP) a accordé divers concours financiers à CHODATON S. Lucretse, ABOTCHI ESSI E. et KPANOUE Méliu, respectivement de deux cent mille (200.000) FCFA pour la première et cent cinquante mille (150.000) FCFA pour les deux (02) autres ; ces dernières ont signé un engagement commun de payer le montant total du concours s'élevant à cinq cent mille (500.000) FCFA ainsi qu'un acte de cautionnement ;

Pour obtenir remboursement du solde de ce prêt, la MFSP a adressé une sommation de payer à CHODATON S. Lucretse, ABOTCHI ESSI E. et KPANOUE Méliu, par exploit du 18 mars 2020, en leur réclamant la somme de 545.725 FCFA, sans succès ;

Par exploit en date du 06 juillet 2020, elle les a assignées devant le tribunal de commerce de Cotonou, en sollicitant leur condamnation solidaire au paiement de la somme de 491.778 FCFA représentant le capital, les intérêts et les pénalités de retard ainsi que cinq cent mille (500.000) FCFA à titre de dommages-intérêts ;

Elle demande en outre, au tribunal, d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

CHODATON S. Lucretse a reçu l'assignation en personne, mais n'a pas comparu et n'a pas présenté d'observations ; ses codéfenderesses n'ont pas été touchées en personne ; la présente décision est réputée contradictoire à l'égard de CHODATON S. Lucretse et par défaut pour les deux autres ;

## **SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT**

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi ;

Attendu, par ailleurs, que l'article 28 alinéa 1<sup>er</sup> de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose qu'à « *défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits* » ;

Attendu que devant le tribunal, la MFSP a produit la situation générale de remboursement du crédit qu'elle a accordé à CHODATON S. Lucresse, ABOTCHI ESSI E. et KPANOU Mélivi, dont l'examen révèle qu'elles ont payé au total 214.790 FCFA en capital et intérêts, restant devoir 374.486 FCFA ;

Qu'il échet de les condamner solidairement à payer cette somme ;

Attendu, par ailleurs, que *dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts au taux légal ; le créancier auquel son débiteur en retard a causé un préjudice indépendant de ce retard, peut obtenir des dommages et intérêts distincts des intérêts moratoires de la créance, sauf en rapporter la preuve* ;

Qu'il n'y a lieu à dommages-intérêts, qu'en cas de démonstration d'un préjudice distinct du retard de paiement ;

Attendu qu'en l'espèce, la MFSP ne justifie pas l'existence de tels préjudices qu'elle se contente simplement d'affirmer ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

Attendu, s'agissant de la demande aux fins d'exécution provisoire sur minute, il y a lieu de relever que l'intérêt du présent litige est inférieur au taux du ressort en matière commerciale qui est de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, en application de l'article 51.1 de la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, de sorte que la présente décision est rendue en dernier ressort et emporte exécution forcée ;

Que la demande d'exécution provisoire est donc superfétatoire ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire à l'égard de CHODATON S. Lucretse et par défaut à l'égard de ABOTCHI ESSI E. et KPANOU Méliivi, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit la Mutuelle de Services Financiers pour la Prospérité (MFSP) en son action et déclare bien fondée sa demande en paiement ;

Condamne solidairement CHODATON S. Lucretse, ABOTCHI ESSI E. et KPANOU Méliivi à payer à la Mutuelle de Services Financiers pour la Prospérité (MFSP) la somme de trois cent



soixante-quatorze mille quatre cent quatre-vingt-six (374.486) FCFA ;

Déboute la Mutuelle de Services Financiers pour la Prospérité (MFSP) du surplus de ses demandes :

Condamne les défenderesses aux dépens.

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**